

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting***Artikel 21**

De begrotingsdecreten van het jaar 2017 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt (in euro):

- Ontvangsten	3.509.642.000,00
- Uitgaven	3.509.642.000,00

Artikel 22

Aangerekende ontvangsten	143.386.245,00
Gemaakte uitgaven	143.386.245,00
Saldo van de afzonderlijke sectie:	0

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat***Artikel 23**

Alle diensten samen, begroting, begrotingsfondsen en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 15,20 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2017 (in euro) :

Budget sensu stricto :	-508.171.382,09
Begrotingsfondsen :	-1.224.940,05
Afzonderlijke sectie :	0
Totaal :	-509.396.322,14

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 68-1. – Rapport de commission, n°68-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 68-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30919]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2018 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ANNÉE BUDGÉTAIRE 2018

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2018, s'élèvent à 10.716.569.000,00 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 10.507.568.527,16 euros

Art. 3. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 20 décembre 2017 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2018 ont autorisés l'engagement des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2018 à concurrence de 64.575.910,87 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2018 effectués au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 64.575.910,87 euros.

Art. 4. Les crédits d'engagement non-utilisés à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 209.000.472,84 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ces crédits sont annulés.

§ 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement

Art. 5. Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2018 à 83.731.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 66.710.170,56 euros.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1^{er} janvier 2018 qui s'établit à 38.095.204,88 euros et des annulations de visas s'établissant à 2.667.366,33 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2018 à 107.472.741,77 euros.

Par dérogation à l'article 7, 2^o alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 20 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2018 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires

Art. 6. Les engagements de dépenses à charge des fonds budgétaires d'engagement de l'année budgétaire 2018 s'élèvent à 79.365.951,18 euros.

Art. 7. Par suite des dispositions contenues dans les articles 5 et 6 ci-dessus, le disponible en fonds budgétaires d'engagement s'élève à la fin de l'année budgétaire 2018 à 28.106.790,59 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 8. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2018 à la somme de 10.181.264.000,00 d'euros.

Art. 9. Les recettes budgétaires de l'année 2018 s'élèvent à 10.165.020.286,50 euros.

§ 2 Fixation des crédits de liquidations des dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2018 ont accordé 10.680.750.000,00 d'euros pour la liquidation des dépenses.

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 11. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2018 se montent à 10.562.565.896,35 euros

§ 4 Règlement des crédits

Art. 12. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 10) et les opérations imputées (article 11) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2018 de 118.184.103,65 euros.

Art. 13. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 20 décembre 2017 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2018 ont autorisé la liquidation des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2018 à concurrence de 53.084.059,81 euros.

Pour couvrir ces dépenses de l'année budgétaire 2018 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 53.084.059,81 euros.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau III annexé.

Le total des crédits de liquidation alloués s'établit à 10.733.834.059,81 euros.

Art. 14. Par suite des articles 12 et 13, les crédits de liquidation non-utilisés à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 171.268.163,46 euros. Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ces crédits sont annulés.

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2018

Art. 15. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2018, établi conformément à l'article 29 § 4 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 10.165.020.286,50 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 10.562.565.896,35 euros

En conclusion, compte non tenu des fonds budgétaires,

Les dépenses excèdent les recettes de 397.545.609,85 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 16. Les prévisions de recettes sur les subdivisions particulières ont été estimées à 86.551.000,00 euros. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2018 à 67.832.980,29 euros.

§ 2. Fixation des fonds budgétaires de liquidation

Art. 17. Les moyens en liquidation sur les fonds budgétaires sont estimés pour l'année budgétaire 2018 à 86.551.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7,2°, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 66.710.170,56.

Compte tenu de ces recettes et du solde de départ au 1^{er} janvier 2018 qui s'établit à 58.052.682,19 euros, le disponible en liquidation à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2018 à 124.762.852,75 euros.

Par dérogation à l'article 7,2° alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 20 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2018 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des fonds budgétaires

Art. 18. Les liquidations imputées à charge du disponible en liquidation sur les fonds budgétaires de l'année budgétaire 2018 s'élèvent à 68.417.258,77 euros.

Art. 19. Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18 ci-dessus, le disponible en liquidation sur les fonds budgétaires s'élève à la fin de l'année budgétaire 2018 à 56.345.593,98 euros. Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

Art. 20. Le résultat des fonds budgétaires s'établit comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 67.832.980,29 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 68.417.258,77 euros

En conclusion, les dépenses excèdent les recettes de 584.278,48 euros

CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 21. Les décrets budgétaires de l'année 2018 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit (en euros) :

- Recettes	3.574.125.000,00
- Dépenses	3.574.125.000,00

Art. 22.

Les recettes ont été imputées à 93.349.635,00

Les dépenses ont été effectuées à 93.349.635,00

Solde de la section particulière : 0

CHAPITRE V. — Résultat global

Art. 23. Tous services réunis, budget, fonds budgétaires et section particulière, compte tenu des articles 15,20 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 2018 se présente comme suit (en euros) :

Budget <i>sensu stricto</i> :	-397.545.609,85
Fonds budgétaires :	-584.278,48
Section particulière :	0
Total :	-398.129.888,33

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Education

—
Note

(1) Session 2019-2020

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 69-1. — Rapport de commission, n°69-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 69-3

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 avril 2020.

TABLEAU I

RECETTES

I.A. Subdivisions générales	
Prévisions ajustées	10.181.264.000
Recettes imputées	10.165.020.287
Différence	16.243.713,5
I.B. Subdivisions particulières	
Prévisions ajustées	86.551.000
Recettes imputées	67.832.980,29
Différence	18.718.019,71
TOTAL RECETTES	
Prévisions ajustées	10.267.815.000
Recettes imputées	10.232.853.267
Différence	34.961.733,21

DEPENSES

II. Engagements	
Crédits alloués	10.716.569.000
Engagements imputés	10.507.568.527
Visas en négatifs	64.575.910,87
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	209.000.472,8
Crédits à annuler	209.000.472,8
Encours au 01/01/2018 reporté de 2017	318.721.262
Annulations et réductions de visas	36.463.725,11
III. Liquidations	
Crédits alloués	10.680.750.000
Crédits complémentaires à solliciter (dépassements)	53.084.059,81
Total des crédits	10.733.834.060
Dépenses imputées	10.562.565.896
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	171.268.163,5
Crédits à annuler	171.268.163,5
Solde de dépenses demeurant liquider	291.836.078,5
(Encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa + visas négatifs)	

IV. Fonds budgétaires

Engagements

Disponible au 01/01/2018	38.095.204,88
Annulations de visas	2.667.366,33
Recettes perçues de l'année	66.710.170,56
Total du disponible	107.472.741,8

Engagements	79.365.951,18
Disponible en engagements au 31/12/2018	28.106.790,59
Encours au 01/01/2018	19.957.477,31

Liquidations

Disponible au 01/01/2018	58.052.682,19
Recettes perçues de l'année	66.710.170,56
Total du disponible	124.762.852,8

Liquidations	68.417.258,77
Disponible en liquidations au 31/12/2018	56.345.593,98
Engagés en négatif	
Solde de dépenses demeurant liquider	28.238.803,39
(Encours 01/01 + engagements - dépenses imputées moins réduction de visa + visas en négatif)	

V RESULTATS BUDGETAIRES DE L'ANNEE

RESULTAT 1 CREDITS

Recettes générales constatées imputées	10.165.020.287
Dépenses liquidées sur crédits de liquidation	10.562.565.896
Solde des recettes sur les dépenses	-397.545.609,9

Solde de dépenses demeurant liquider	291.836.078,5
--------------------------------------	---------------

RESULTAT 2 FONDS BUDGETAIRES

Recettes constatées sur fonds budgétaires	67.832.980,29
Dépenses liquidées sur fonds budgétaires	68.417.258,77
Solde des recettes sur les dépenses	-584.278,48

Solde de dépenses demeurant liquider	28.238.803,39
--------------------------------------	---------------

RESULTAT 1+2

Recettes	10.232.853.267
Dépenses	10.630.983.155
Solde général de l'exercice	-398.129.888,3

Solde de dépenses demeurant liquider	320.074.881,9
--------------------------------------	---------------

SECTION PARTICULIERE

Prévision de recettes	3.574.125.000
Recettes perçues	93.349.635
Prévision de dépenses	3.574.125.000
Dépenses effectuées	93.349.635
Solde	0

TABLEAU II

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

I. ETAT DES ENGAGEMENTS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2018

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2018	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	ENGAGEMENTS	SOLDE AU 31.12.2018
Chapitre I	0,00	21.705.000,00	21.705.000,00	21.705.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	41.445.000,00	41.445.000,00	41.953.000,00	-508.000,00
Chapitre III	0,00	22.234.000,00	22.234.000,00	20.073.000,00	2.161.000,00
TOTAL	0,00	85.384.000,00	85.384.000,00	83.731.000,00	1.653.000,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTES	VISAS ANNULES	RECETTES EFFECTIVES	DISPONIBLE GLOBAL	ENGAGEMENTS	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2018
Chapitre I	15.892.500,51		20.788.433,49	36.680.934,00	26.089.446,37	10.591.487,63
Chapitre II	14.106.371,96	1.804.899,77	31.222.148,93	47.133.420,66	27.863.855,02	19.269.565,64
Chapitre III	8.096.332,41	862.466,56	14.699.588,14	23.658.387,11	25.412.649,79	-1.754.262,68
TOTAL	38.095.204,88	2.667.366,33	66.710.170,56	107.472.741,77	79.365.951,18	28.106.790,59

TABLEAU II

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

II. ETAT DES LIQUIDATIONS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2018

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2018	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	SOLDE AU 31.12.2018
Chapitre I	0,00	21.705.000,00	21.705.000,00	21.705.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	41.445.000,00	41.445.000,00	42.113.000,00	-668.000,00
Chapitre III	0,00	22.234.000,00	22.234.000,00	22.733.000,00	-499.000,00
TOTAL	0,00	85.384.000,00	85.384.000,00	86.551.000,00	-1.167.000,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTEES	RECETTES EFFECTIVES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	DISPONIBLE EN LIQUIDATIONS AU 31.12.2018
Chapitre I	16.186.082,79	20.788.433,49	36.974.516,28	26.084.352,40	10.890.163,88
Chapitre II	19.280.104,01	31.222.148,93	50.502.252,94	25.138.197,17	25.364.055,77
Chapitre III	22.586.495,39	14.699.588,14	37.286.083,53	17.194.709,20	20.091.374,33
TOTAL	58.052.682,19	66.710.170,56	124.762.852,75	68.417.258,77	56.345.593,98

Tableau III

Chapitre	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Disponible sur crédit de liquid.
	1 11	11	05	01	INDEMNITES DE PREAVIS	-144.502,81
	1 11	11	10	01	PERSONNEL DETACHE ET PENSIONNE - DEPENSES DIVERSES	-1.171.215,40
	1 11	11	12	01	INTERVENTION DANS LES FRAIS DE DEPLACEMENT DOMICILE-TRAVAIL	-34.441,78
Total chapitre 1						-1.350.159,99
	3 41	11	03	12	PERSONNEL STATUTAIRE	-1.283.340,71
	3 41	11	03	13	PERSONNEL STATUTAIRE	-425.724,17
	3 41	11	03	14	PERSONNEL STATUTAIRE	-63.737,22
	3 41	11	03	17	PERSONNEL STATUTAIRE	-1.884,38
	3 41	11	03	18	PERSONNEL STATUTAIRE	-31.143,99
	3 41	11	03	30	TRAITEMENTS DU PERSONNEL DU SERVICE DE CONSEIL ET DE SOUTIEN PEDAGOGIQUE	-156.313,31
	3 48	11	03	40	PERSONNEL STATUTAIRE	-253.391,76
	3 49	43	01	42	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS	-214.084,97
	3 50	44	01	43	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS	-422.234,31
	3 50	11	03	40	TRAITEMENTS DES CHARGES DE MISSION	-48.455,86
	3 50	11	03	60	TRAITEMENTS DES CHARGES DE MISSION ET PERSONNEL STATUTAIRE	-100.709,62
	3 51	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE DU MATERNEL	-91.083,63
	3 51	11	03	61	PERSONNEL STATUTAIRE DU PRIMAIRE	-1.213.899,00
	3 51	11	05	20	REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	-91.855,38
	3 51	43	01	44	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL	-3.356.248,79
	3 51	43	01	63	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE PRIMAIRE	-8.895.444,36
	3 51	44	01	45	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL	-1.426.184,82
	3 51	44	01	64	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE PRIMAIRE	-10.357.871,38
	3 52	11	01	46	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU SERVICE DE MEDIATION	-71.583,32
	3 52	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE	-153.206,26
	3 52	11	03	61	PERSONNEL STATUTAIRE - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE	-614.565,94
	3 52	11	05	80	REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	-24.616,39
	3 52	43	01	44	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE	-5.714.366,36
	3 52	43	01	63	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE	-186.600,82
	3 52	44	01	64	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE	-516.002,17
	3 53	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE PEDAGOGIQUE	-2.269.718,47
	3 53	11	03	44	PERSONNEL STATUTAIRE PARAMEDICAL	-1.162.356,26
	3 53	43	01	47	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL	-537.073,95

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30919]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de franse gemeenschap voor het begrotingsjaar 2018 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2018

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2018, bedragen 10.716.569.000,00 euro.

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 10.507.568.527,16 euro

Art. 3. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 20 december 2017 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2018 is de vastlegging van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2018 gebruikt ten belope van 64.575.910,87 euro.

Ter dekking van deze vastleggingen voor het begrotingsjaar 2018 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 64.575.910,87 euro toegestaan.

Art. 4. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 209.000.472,84 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen voor vastleggingen

Art. 5. De begrotingsfondsen voor vastleggingen in het begrotingsjaar 2018 zijn geraamd op 83.731.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk geïnde ontvangsten gedurende het jaar bedragen 66.710.170,56 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten, het oorspronkelijke saldo op 1 januari 2018 van 38.095.204,88 euro en de annulering van visa ten belope van 2.667.366,33 euro, bedraagt het beschikbare bedrag aan vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor het jaar 2018 107.472.741,77 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden in artikel 16 van het decreet van 20 december 2017 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2018 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 6. De uitgavenvastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor vastleggingen van het begrotingsjaar 2018 bedragen 79.365.951,18 euro.

Art. 7. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 5 en 6 hierboven, bedragen de beschikbare middelen aan begrotingsfondsen voor vastleggingen 28.106.790,59 euro op het einde van het begrotingsjaar 2018.

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 8. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2018 een som van 10.181.264.000,00 euro.

Art. 9. De begrotingsontvangsten van het jaar 2018 bedragen 10.165.020.286,50 euro.

§ 2 Vaststelling van de vereffeningkredieten van de uitgaven

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2018 hebben een bedrag van 10.680.750.000,00 euro voor de vereffening van de uitgaven toegestaan.

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 11. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2018 bedragen 10.562.565.896,35 euro

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 12. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 10) en de aangerekende verrichtingen (artikel 11) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2018 van 118.184.103,65 euro.

Art. 13. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 20 december 2017 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2018 is de vereffening van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2018 gebruikt ten belope van 53.084.059,81 euro.

Ter dekking van deze uitgaven voor het begrotingsjaar 2018 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 53.084.059,81 euro.

Deze kredieten worden volgens tabel III als bijlage onderverdeeld.

Het totaalbedrag van de toegekende vereffeningskredieten bedraagt 10.733.834.059,81 euro.

Art. 14. Naar aanleiding van de artikelen 12 en 13, bedragen de op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vereffeningskredieten 171.268.163,46 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2018

Art. 15. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2018, vastgesteld overeenkomstig artikel 29 § 4 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 10.165.020.286,50 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 10.562.565.896,35 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de begrotingsfondsen, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 397.545.609,85 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 16. De voorziene ontvangsten voor de afzonderlijke subafdelingen werden geraamd op 86.551.000,00 euro.

De aangerekende ontvangsten van deze aard voor het begrotingsjaar 2018 bedragen 67.832.980,29 euro.

§ 2. Vaststelling van de vereffeningsbegrotingsfondsen

Art. 17. De vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen worden voor het begrotingsjaar 2018 geraamd op 86.551.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7.2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk in de loop van het jaar geïnde ontvangsten bedragen 66.710.170,56.

Rekening houdend met deze ontvangsten en met het beginsaldo op 1 januari 2018 van 58.052.682,19 euro, bedraagt het voor vereffening beschikbare bedrag ten laste van de begrotingsfondsen voor 2018 124.762.852,75 euro.

In afwijking van artikel 7.2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 20 december 2017 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2018 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 18. De vereffeningen aangerekend ten laste van de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen in het begrotingsjaar 2018 bedragen 68.417.258,77 euro.

Art. 19. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 17 en 18 hierboven, bedragen de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2018 56.345.593,98 euro. Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

Art. 20. Het resultaat van de begrotingsfondsen wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 67.832.980,29 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 68.417.258,77 euro

Als conclusie kan worden gesteld dat de uitgaven de ontvangsten met 584.278,48 euro overtreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 21. De begrotingsdecreten van het jaar 2018 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt (in euro) :

- Ontvangsten	3.574.125.000,00
- Uitgaven	3.574.125.000,00

Art. 22.

Aangerekende ontvangsten	93.349.635,00
emaakte uitgaven	93.349.635,00
Saldo van de afzonderlijke sectie:	0

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 23. Alle diensten samen, begroting, begrotingsfondsen en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 15,20 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2018 (in euro) :

Begroting sensu stricto:	-397.545.609,85
Begrotingsfondsen :	-584.278,48
Afzonderlijke sectie:	0
Totaal :	-398.129.888,33

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*
Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.69-1. - Commissieverslag, nr.69-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.69-3
Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/30926]

14 MEI 2020. — Volmachtsbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/017 tot invoering van tijdelijke maatregelen in de Brusselse Huisvestingscode met betrekking tot de opzegtermijn als gevolg van de COVID-19-gezondheids crisis

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op advies 67311 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2020, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 op 11 maart 2020 door de WHO bestempeld werd als een pandemie;

Overwegende dat de huidige en toekomstige maatregelen om de verspreiding van het virus onder de bevolking in te dijken, in het bijzonder de zogenaamde “social distance maatregelen” waartoe de Nationale Veiligheidsraad op 12, 17 en 27 maart en 3 april 2020 besloten heeft, van dien aard zijn dat zij elke soort activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertragen en de inkomsten van vele huurders van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verlagen;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/30926]

14 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/017 introduisant des mesures temporaires dans le Code bruxellois du Logement en matière de préavis en raison de la crise sanitaire causée par le COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment son article 6 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu l'ordonnance du 19 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu le Code bruxellois du Logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis 67311 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2020 en application de l'article 84, § 1^{er} alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que les mesures actuelles et à venir prises pour limiter la propagation du virus dans la population en particulier les mesures dites « de distanciation sociale » décidées par le Conseil National de Sécurité le 12, le 17 et le 27 mars 2020 et le 3 avril 2020 sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et à diminuer les revenus de nombreux locataires de la Région de Bruxelles-Capitale ;